

# VISITE D'ÉTUDE EN GÉORGIE

## LA GÉORGIE DANS MON CŒUR

Lorsque l'on rencontre des responsables politiques en Géorgie, quelque chose nous frappe inévitablement; ils semblent tous jeunes, très instruits, très qualifiés, éloquentes et polyglottes. Dans l'ensemble du paysage politique prévaut un certain optimisme; le sentiment que la Géorgie est promise à un bel avenir et que ses habitants sont déterminés à faire du rêve une réalité. Cette confiance se reflète jusque dans les noms des principaux partis politiques, généralement largement pro-occidentaux. Le parti actuellement au pouvoir est «Rêve géorgien - Parti démocratique géorgien» (affilié au groupe S&D). Le principal mouvement d'opposition est le parti «Géorgie européenne» (affilié au PPE), une émanation de l'ancien parti au pouvoir «Mouvement national uni», fondé par Mikheil Saakachvili, l'enfant terrible de la politique géorgienne. Ancien président du pays, M. Saakachvili s'est vu retirer sa nationalité géorgienne par nul autre que son principal rival, Bidzina Ivanichvili, un oligarque multimilliardaire, ancien premier ministre et fondateur du parti Rêve géorgien.

La population géorgienne soutient avec ferveur l'idée d'une intégration plus poussée à l'Union européenne. Les sondages d'opinion ont montré à de multiples reprises que 80 % de la population y était favorable, et le pays figure désormais en bonne place sur la longue liste des pays des Balkans et des pays transcaucasiens candidats à l'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN. En contrepartie, l'Union s'est engagée à verser chaque année la coquette somme de 120 millions d'euros d'aide à la Géorgie, une somme acceptée avec gratitude par les quelques 3,7 millions d'habitants. Toutefois, 50 % de l'économie géorgienne repose toujours sur l'agriculture et il existe de très fortes disparités: le PIB par habitant par année s'élève à 20 000 de dollars dans la capitale Tbilissi, tandis que dans la majorité des régions rurales, il n'atteint que 2 000 de dollars, une somme dérisoire. De larges efforts ont été entrepris pour lutter contre la pauvreté, la corruption et la fraude électorale, efforts qui ont porté leurs fruits. L'économie géorgienne est actuellement en pleine croissance, à un taux annuel de 5 %. Cependant, tous les partis politiques s'accordent

sur le fait qu'il va falloir s'attaquer au problème de la pauvreté dans les zones rurales et agricoles, qui devient peu à peu un enjeu majeur dans la campagne électorale en vue des élections d'automne 2020. Malheureusement, il y a une ombre au tableau, celle, noire et menaçante, que fait planer sur le pays l'agression russe. Plus de 20 % du territoire géorgien est actuellement occupé par la Russie. Théâtre des violents conflits séparatistes ayant fait plusieurs milliers de morts et plusieurs dizaines de milliers de sans-abris en 2008, les régions d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud sont aujourd'hui pratiquement des zones de non-droit. Vladimir Poutine autorise le programme des Nations unies pour le développement (PNUD) à effectuer de rares visites en Abkhazie, mais l'Ossétie du Sud est devenue un véritable camp militaire russe et les lignes de démarcation, mal définies par les Russes, sont aujourd'hui infranchissables en raison des barbelés et lourdement gardées du sommet des miradors. Cette «frontière» illégale coupe à travers villages, champs et jardins. Les Géorgiens qui tentent de la traverser pour rendre visite à leurs amis ou à leur famille, ou pour essayer de se rendre à un mariage ou à des funérailles, sont souvent arrêtés, traduits devant les tribunaux et se voient infliger une amende. Plusieurs centaines de milliers de personnes ont été forcées de fuir le pays pendant la guerre de 2008. L'Abkhazie comptait autrefois plus de 560 000 habitants. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 160 000. Avant la guerre, la population de l'Ossétie du Sud était de 120 000 habitants, puis s'est effondrée pour ne plus



Photo de groupe avec Tamar Khulordava, Présidente de la commission de l'intégration européenne et Archil Talakvadze, Président du Parlement de Géorgie

## L'UE, POUR BEUCOUP, LE PARADIS SUR TERRE

Participer à une visite d'étude avec la délégation de l'AAD offre une occasion unique de découvrir un pays. En 1922, la Géorgie fut occupée par les Russes, puis annexée par l'Union soviétique, avant de recouvrer son indépendance le 9 avril 1991. Plusieurs guerres ont opposé la Géorgie à la Russie, et aujourd'hui, un conflit oppose les deux pays au sujet de l'occupation de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Il compte environ 800 000 migrants, 3,5 millions d'habitants, dont un million dans la capitale Tbilissi. Après l'indépendance, la Géorgie a été marquée par différentes périodes de troubles internes, pendant les élections. C'est une terre de contrastes, en matière d'architecture mais aussi de disparités entre riches et pauvres. C'est le berceau du vin à l'échelle mondiale et là où sont nées les premières amphores; d'après la légende, Prométhée aurait donné le feu aux hommes habitant au pied du Caucase.

La majorité de la population souhaite que le pays adhère à l'UE et à l'OTAN. L'Union essaye d'encourager ce rapprochement de la Géorgie par l'allocation d'une aide financière de 120 millions d'euros. La croissance économique est de 4,7 % et l'inflation avoisine les 3%. Les secteurs porteurs sont l'industrie de l'ameublement et l'aviation militaire. Les conditions climatiques favorables sont propices à la production de denrées alimentaires toute l'année, terrain fertile pour le développement du tourisme gastronomique. C'est après l'indépendance que le tourisme a pris son essor. Les fonds de l'Union financent un projet de développement des randonnées dans

les montagnes du Caucase, zone où la biodiversité est protégée. Le gouvernement est déterminé à faire évoluer le pays pour permettre l'introduction des normes européennes. Le parti au pouvoir et l'opposition s'accordent sur deux points: ils soutiennent l'intégration du pays à l'Union et à l'OTAN et militent pour une résolution pacifique du conflit avec la Russie. Un accord d'intégration et un accord commercial avec l'Union ont été ratifiés. La Géorgie est chef de file régional en matière de développement par rapport à d'autres pays de la région. Les provinces autonomes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, qui ont déclaré leur indépendance en août 2008, n'ont été reconnues que par la Russie, qui les a occupées en quelques jours seulement. Alors président du Conseil européen, Nicolas Sarkozy est parvenu à négocier avec la Russie un accord de paix ainsi que l'activation d'une mission de maintien de la paix ([www.eumm.eu](http://www.eumm.eu)). Cette mission compte 300 membres, chargés d'aider la population des deux côtés de la frontière. Aujourd'hui, aucun progrès n'a encore été enregistré entre la Russie et la Géorgie. En 2018, Salome Zurbichvili est élue présidente de la Géorgie. Née en France de parents géorgiens, elle est retournée en Géorgie un an après la fin de ses études pour y faire carrière. Le parti Rêve géorgien, disposant de la majorité au parlement, occupe une position dominante. Le Parlement compte 150 députés, dont 115 sièges sont pour le parti au pouvoir. Un quota minimal de femmes est respecté.

Rêve géorgien est l'un des observateurs du groupe européen des sociaux-démocrates. Son dirigeant, Bidzina Ivanichvili, est l'homme le plus riche de Géorgie: il détient 30% du PIB et dispose d'une fortune s'élevant approximativement à 4 milliards d'euros. L'opposition a rejoint le PPE en qualité d'observateur mais son rôle est limité et elle est du reste très controversée. Elle dénonce la disparition des chaînes de télévision reflétant le point de vue de l'opposition, ainsi que la partialité des juges et la corruption. Le gouvernement est montré du doigt, car Salome Zurbichvili a reçu le soutien de Bidzina Ivanichvili, qui, bien qu'il n'ait pas été élu à la présidence, est le dirigeant du parti Rêve géorgien. À cela viennent s'ajouter les tensions suscitées par les changements prévus dans le système électoral et par les élections législatives de 2020.

Notre délégation de l'AAD a été très bien accueillie, l'hospitalité de nos hôtes a dépassé de loin nos attentes. J'ai été frappée par l'injustice dont sont victimes ces enfants qui, de part et d'autre de la ligne de démarcation, n'ont aucun accès à l'éducation. Le monde est insensible à ces injustices depuis bien trop longtemps!

**Zofija Mazej Kukovič**  
PPE, Slovénie (2011-2014)  
[zofija.mazejkukovic@gmail.com](mailto:zofija.mazejkukovic@gmail.com)